



## SEANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE 15 DECEMBRE 2022

### DELIBERATION N° 2022-130-DC

Le quinze décembre deux mille vingt-deux à 18 heures, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à Le Plus – Pôle de Formation à Saumur, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, le vingt-neuf novembre deux mille vingt-deux pour la délibération 2022-130-DC et le neuf décembre deux mille vingt-deux pour les autres délibérations.

#### Membres présents :

Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT (de 126 à 129), Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Anatole MICHEAUD, Christian RUALT, Guy BERTIN (de 138 à 149), Sandrine LION, Éric MOUSSERION, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Pierre-Yves DOUET, Loïc BIDAULT, Didier ROUSSEAU, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Jacky MARCHAND, Pierre DE BOUTRAY (de 126 à 138), Alain BOISSONNOT, Christian GALLE, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Michel DELPHIN, Nathalie MORON, Colette GAGNEUX, Bruno CHEPTOU, Laurence CAILLAUD, Catherine EVILLARD, François BREE, Patricia COCHET, Éric POEHR, Isabelle DEVAUX, Claudie MARCHAND, Béatrice GUILLON, Géraldine LE COZ, Christophe CARDET, Sylvie TAGOURDEAU, Bertrand CHANDOUINEAU, Bernard HENRY  
Sonia CHAMBRY suppléante Éric TOURON, Didier CHEVROLLIER suppléant Éric LEFIEVRE

#### Absent (s) / Excusé(s) :

Marc BONNIN, Sophie METAYER, Éric TOURON (représenté par suppléant), Béatrice BERTRAND, Alain BOURDIN, Armel FROGER, Gérard POLICE, Olivier DESCHARD Sébastien CAILLEAU Jeannick CANTIN, Éric LEFIEVRE (représenté par suppléant), Isabelle ISABELLON Benoît LEDOUX Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Sylvie BEILLARD Marie-Luce DURAND, Nathalie SECOUE, Sylvain LEFEBVRE, Nicole PEHU, Emmanuel BRAULT, Noël NERON, Marc-Antoine NERON, Nathalie LIEBAULT, Bruno PROD'HOMME, Gaëlle FAURE, Arlette BOURDIER, Patricia VILLARME

#### Dont excusé(s) ayant donné pouvoir :

Marc BONNIN à Claudie MARCHAND, Sophie METAYER à Astrid LELIEVRE, Béatrice BERTRAND à Nicole MOISY, Alain BOURDIN à Jackie GOULET, Armel FROGER à Sylvie PRISSET, Gérard POLICE à Christian RUALT, Isabelle ISABELLON à Jean-Pierre ANTOINE, Gilles TALLUAU à Yves BOUCHER, Marie-Luce DURAND à Rodolphe MIRANDE, Noël NERON à Béatrice GUILLON, Marc-Antoine NERON à Loïc BIDAULT, Nathalie LIEBAULT à Sylvie TAGOURDEAU, Bruno PROD'HOMME à Grégory PIERRE, Gaëlle FAURE à Géraldine LE COZ, Arlette BOURDIER à Thomas GUILMET, Patricia VILLARME à Bertrand CHANDOUINEAU  
Guy BERTIN à Jérôme HARRAULT (de 126 à 129), Jérôme HARRAULT à Michel PATTE (de 130 à 149), Pierre de BOUTRAY à Fabrice BARDY (de 139 à 149)

Secrétaire de séance : Guillaume MARTIN

	DC 126 à 129	DC 130 à 137	DC 138	DC 139 à 149
Membres en exercice	81	81	81	81
Quorum	41	41	41	41
Présents	54	53	54	53
Absents - Excusés	27	28	27	28
Pouvoirs	17	17	17	18
Votants	71	70	71	71

### CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC A INTERVENIR ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SAUMUR VAL DE LOIRE ET LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE SAUMUR VAL DE LOIRE TOURISME - PERIODE 2023 A 2027

Par délibération en date du 6 avril 2017, le conseil communautaire a approuvé la création d'un office de tourisme communautaire sous la forme d'une société publique locale (SPL) dénommée Saumur Val de Loire Tourisme ainsi que ses statuts.

Pour permettre à la SPL Saumur Val de Loire Tourisme d'assurer les missions de service public confiées ainsi que la mise en œuvre de la politique ambitieuse de développement touristique du territoire communautaire, le recours au contrat de délégation de service public est apparu être le mode de gestion le plus approprié et le plus opportun.

La commission consultative des services publics locaux de la Communauté d'Agglomération, réunie en date du 22 mai 2017, a émis un avis favorable sur le principe d'un contrat de délégation de service public confié par la collectivité à la SPL Saumur Val de Loire Tourisme.

Le principe d'une délégation de service public a été approuvé par délibération n° 2017/159 DC en date du 22 juin 2017 pour une durée de 30 mois à compter du 1er juillet 2017 puis par délibération n° 2019-075-DC du 12 décembre 2019 pour une durée de 36 mois, soit jusqu'au 31 décembre 2022.

Les dispositions de l'article 16 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession exonèrent la collectivité délégante des obligations de publicité et de mise en concurrence applicables en matière de délégation de service public confiées à une société publique locale répondant aux critères de la quasi régie.

Dans ce contexte, la présente délibération a pour objet de présenter les caractéristiques et l'économie de la délégation de service public régissant les relations entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire en tant que délégant et la société publique locale Saumur Val de Loire Tourisme en tant que délégataire pour une période de 60 mois à compter du 1er janvier 2023.

La présente délibération a également pour objet d'approuver les termes du projet de contrat et d'autoriser le Président de la Communauté d'Agglomération ou son représentant à signer cette convention.

### **Caractéristiques essentielles et économie du contrat**

1. La convention précise les objectifs attendus de la SPL (délégataire) ainsi que les modalités financières de son intervention sur le territoire de la Communauté d'Agglomération (délégant).

L'objet de la délégation de service public porte sur les missions suivantes :

#### **Missions de service public d'office de tourisme**

En application de la présente convention, le délégataire est chargée d'exercer les missions de service public d'office de tourisme, incluant les missions d'intérêt général définies par l'article L. 133-3 du Code du tourisme ou tout autre texte le complétant ou s'y substituant, en lien avec les partenaires économiques et institutionnels.

Ces missions consistent notamment :

- à se doter des moyens nécessaires pour préserver le classement de station classée tourisme en catégorie I,
- en l'accueil, l'information et le conseil des touristes sur l'ensemble des bureaux d'information touristiques (BIT), par la mise en place d'une information touristique fiable et complète sur le territoire concourant au développement de la destination sous forme matérielle (éditions etc.) ou numérique. Il conviendra :
  - \* d'observer une stricte neutralité ainsi qu'une égalité de traitement vis-à-vis des usagers du service public délégué,
  - \* de développer une offre de service adaptée aux attentes des usagers et des acteurs économiques, touristiques et culturels.Il est attendu la mise en place de nouvelles formes d'accueil (physique et numérique) et de services :
  - \* en repensant la notion d'accueil en la plaçant au centre de la stratégie de promotion de la destination, et en allant au-devant du client là où il se trouve,
  - \* en cherchant à accentuer la personnalisation des réponses apportées dans le cadre d'un conseil éclairé, plus spécialisé et à plus forte valeur ajoutée commerciale
- en la promotion touristique régionale, nationale et internationale en lien avec les instances départementales (ADT), régionales (CRT) et nationales, et de façon générale avec l'ensemble des acteurs du secteur pour développer la fréquentation touristique et la notoriété du territoire,
- en la coordination de la promotion des événements, manifestations et activités contribuant à la notoriété et la mise en tourisme de la destination dans le cadre d'une stratégie de marketing territorial,
- en la coordination des acteurs et partenaires du tourisme au plan territorial, l'animation des réseaux, des labels territoriaux etc.

- en la conception, production, promotion, commercialisation de toutes prestations (sèches ou forfaitisées) de tourisme d'agrément et de tourisme d'affaires (y compris billetteries des sites et manifestations, boutiques dans les BIT etc.).

En conséquence, le délégataire devra être immatriculé au registre national Atout France des opérateurs de voyages et de séjours.

### Missions de développement et d'ingénierie touristique

Outre les prestations attachées à l'exercice des missions de service public d'office de tourisme, le délégataire est également chargé de mettre en œuvre la stratégie du développement touristique, de l'attractivité et du marketing territorial définie par la communauté d'agglomération.

A cet effet, le délégataire pourra notamment être chargé de :

- réaliser et exécuter, notamment, des études et missions répondant aux besoins du développement et de la promotion du tourisme, de son organisation, ainsi qu'aux besoins d'animation, d'attractivité et de marketing du territoire,
- concevoir et réaliser des missions d'ingénierie, d'assistance et de formation visant à créer, développer, restructurer, installer des équipements ou activités concourant au développement de l'offre et de l'économie touristiques sur le territoire,
- accompagner la structuration des filières touristiques et notamment celles relevant des domaines de l'oénotourisme, du troglodytisme et du tourisme d'affaires,
- poursuivre la déclinaison et la mise en œuvre opérationnelle des grands chantiers définis par la communauté d'Agglomération en proposant de nouvelles actions sur la base d'un bilan de ce schéma et des nouveaux modes de consommation touristique,
- développer, générer ou susciter des animations sur toute l'année en partenariat avec les prestataires
- faire évoluer la SPL « agence réceptive » en « agence prospective » afin de générer de nouveaux séjours, d'augmenter la durée des séjours et donc d'augmenter les recettes de la taxe de séjour,

2. La présente convention sera conclue pour une durée de 60 mois à compter du 1er janvier 2023. L'exploitation du service sera effectuée aux frais et risques de la SPL, laquelle sera autorisée à percevoir, auprès des usagers, des tarifs dont le montant figure en annexe à la convention de délégation de service public.

Le délégataire sera chargé, en permanence, de mettre à la disposition du service délégué, le personnel nécessaire au fonctionnement du service, en nombre, qualité et qualification suffisants. La Communauté d'Agglomération mettra à disposition du délégataire des locaux pour, d'une part, assurer l'accueil et l'information du public, d'autre part, le personnel administratif. Elle conservera à sa charge les grosses réparations telles que définies aux articles 605 et 606 du Code Civil. Le délégataire sera, quant à lui, tenu d'effectuer les seules réparations locatives et d'entretien, sauf si elles étaient occasionnées par la vétusté ou la force majeure.

Les contrats de contrôle réglementaire et maintenance, imposées par la réglementation relative aux ERP (installations électriques, de chauffage) sont également à la charge du délégataire. Compte tenu de l'économie générale du contrat, cette mise à disposition ne donnera pas lieu au paiement d'une redevance domaniale.

Le délégataire aura à sa charge le nettoyage des locaux.

Le délégataire prendra en charge tous les frais relatifs à la fourniture d'énergie et de fluides, notamment eau, électricité, téléphone.

3. Dans le cadre de sa politique de développement touristique, sur proposition du délégataire, l'assemblée délibérante de la Communauté d'Agglomération vote chaque année les tarifs des principales prestations commercialisés par le délégataire.

Des contraintes spécifiques, inhérentes à la nature de l'activité déléguée, constituent des sujétions particulières de fonctionnement imposées au délégataire.

Compte tenu des contraintes de service public imposées par la Communauté d'Agglomération et inhérentes au service public affermé, notamment en termes d'amplitude et de conditions d'ouverture, de la politique de communication et de promotion de la destination, et afin de permettre un équilibre du service public délégué, la Communauté d'agglomération versera au Délégataire, chaque année, une compensation pour obligation de service public forfaitaire d'exploitation, nette de TVA, dont le montant est précisé dans la convention.

4. Le délégataire devra produire chaque année, conformément aux dispositions de l'article 52 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relatif aux contrats de concession un rapport sur les conditions techniques et financières d'exécution du service.

Accusé de réception  
049-200071876-20221215-2022-130-DC-DE  
Date de télétransmission : 27/12/2022  
Date de réception préfecture : 27/12/2022

Le délégataire sera en outre soumis à un contrôle étroit de l'autorité délégante afin d'organiser un contrôle analogue efficient.

Le montant annuel de cette compensation pour obligation de service public est arrêté comme suit :

Année 2023	1.400.000,00 €
Année 2024	1.400.000,00 €
Année 2025	1.400.000,00 €
Année 2026	1.400.000,00 €
Année 2027	1.400.000,00 €

Le versement de cette contribution interviendra suivant une clause d'intéressement permettant à la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire de maîtriser les coûts d'exploitation de la SPL Saumur Val de Loire Tourisme.

**Aussi,**

**Vu** les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et, plus particulièrement, les articles L. 1411-7, L. 1411-19, L 1521-1 à L 1525-3, L 1531-1 et L 5216-5,

**Vu** l'article 16 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession,

**Vu** le Code du tourisme

**Vu** la délibération n° 2017/123 DC du 6 avril 2017 approuvant la création d'un office de tourisme sous forme de société publique locale (SPL) dénommée Saumur Val de Loire Tourisme,

**Vu** les statuts de la Société Publique Locale Saumur Val de Loire Tourisme,

**Vu** l'avis de la commission Tourisme du 17 novembre 2022,

**Vu** l'exposé des motifs de la présente délibération, présentant les caractéristiques et l'économie générale de la convention,

**Vu** le projet de convention de délégation de service public, et l'ensemble de ses annexes,

**Considérant** que le contrat de délégation de service public confié par la collectivité à la SPL Saumur Val de Loire Tourisme arrive à son terme.



**Considérant** que pour permettre à la SPL Saumur Val de Loire Tourisme d'assurer les missions de service public confiées ainsi que la mise en œuvre de la politique ambitieuse de développement touristique du territoire communautaire, le recours au contrat de délégation de service public est apparu être le mode de gestion le plus approprié et le plus opportun.

**Considérant** qu'il convient de définir les caractéristiques de la délégation de service public régissant les relations entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire en tant que délégant et la société publique locale Saumur Val de Loire Tourisme en tant que délégataire.

**Considérant** que les dispositions de l'article 16 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession exonère la collectivité délégante des obligations de publicité et de mise en concurrence applicables en matière de délégation de service public, et que les relations entre la Communauté d'Agglomération et la SPL Saumur Val de Loire Tourisme répondent aux critères de la quasi-régie.

**Considérant** que la convention précise les objectifs attendus de la SPL (délégataire) ainsi que les modalités financières de son intervention sur le territoire de la Communauté d'Agglomération (délégant).

**Considérant** que la présente délibération a pour objet d'approuver les termes du projet de contrat et de ses annexes, et d'autoriser le Président de la Communauté d'Agglomération ou son représentant à signer cette convention.

**Considérant** que l'objet de la délégation de service public est précisé dans l'exposé des motifs de la présente délibération.

**Considérant** que la présente convention sera conclue pour une durée de 60 mois à compter du 1er janvier 2023. L'exploitation du service sera effectuée aux frais et risques de la SPL, laquelle sera autorisée à percevoir, auprès des usagers, des tarifs dont le montant figure en annexe à la convention de délégation de service public.

**Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :**

- **D'APPROUVER** le contrat de délégation de service public à conclure entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et la SPL Saumur Val de Loire Tourisme, en toutes ses dispositions, notamment tarifaires, et annexes, pour une durée de 60 mois à compter du 1er janvier 2023 ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer ledit contrat de délégation de service public, et à effectuer l'ensemble des actes nécessaires à son entrée en vigueur.

**La délibération est adoptée à l'unanimité.**

Résultat des votes :

Pour : 70

Contre :

Abstention :

Date d'affichage :

Date de transmission au contrôle de légalité :

Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire,  
Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET